

CHEZ RENAULT: LE FILM DE LA GRÈVE...

VENDREDI 25 AVRIL

Les travailleurs du Secteur Collas (?) (départements 6 et 18) se mettent en grève. Les moteurs sont stoppés, les ouvriers se rassemblent: une délégation se rend auprès de la direction pour déposer son cahier de revendications.

Les camarades en lutte se répandent dans l'usine pour inviter les autres ouvriers à se joindre à eux.

De son côté, l'appareil syndical se met en branle pour tenter de faire reprendre le travail aux ouvriers déjà arrêtés.

Plaisance, le bonze cégétiste annonce sans rire: «*Les gaullistes, trotskistes et anarchistes veulent faire sauter l'usine*».

SAMEDI 26 AVRIL

Les journaux communistes: *l'Humanité* et *Ce soir*, attaquent violemment les grévistes et leurs dirigeants qui sont accusés de provocation: leurs revendications démagogiques risquent, dit-on, de remettre en cause la politique de baisse des prix instaurée par le gouvernement.

Dans l'usine, la situation devient confuse. Les grévistes se répandent dans les ateliers où «*on travaille encore*» pour discuter avec leurs camarades.

LUNDI 28 AVRIL

Le comité de grève organise un meeting groupant plus de 4.000 travailleurs et où le principe des 10 francs d'augmentation horaire est acclamé. Les bonzes de la C.G.T., invités à expliquer leur attitude se dérobent. La grève s'étend dans la plupart des ateliers. Le meeting organisé par la C.G.T. se transforme en un meeting favorable aux grévistes et «*les briseurs de grève*» quittent la tribune sous les huées.

MARDI 29 AVRIL

Une colonne dirigée par le comité de grève parcourt l'usine en tous sens. Sur son passage, les travailleurs débrayent. Les dirigeants cégétistes, affolés, font appel à Hénaff et ordonnent une grève totale de 10 à 14 heures, en attendant les pourparlers engagés par Hénaff avec la direction.

Cependant, prenant déjà figure de jaunes et de briseurs de grève, les communistes tentent dès midi de faire reprendre le travail à l'atelier de caoutchouc.

A midi, Hénaff revient avec la proposition dérisoire d'une prime de rendement de 3 francs. Il est accueilli par une bordée de sifflets, et les travailleurs refusent de retourner à l'établi malgré la consigne de la section syndicale.

Des cet instant, toute l'usine est pratiquement en grève.

Des nervis à la solde d'un parti politique forment alors des barrages de jaunes et quelques ouvriers qui n'ont pas encore compris travaillent à l'atelier du caoutchouc; ils sont dispersés par les grévistes.

Dans la soirée, les communistes (décidément incorrigibles) tentent de rallumer les fours et de remettre en route cet atelier.

Notre ami Juhel fait applaudir les mots d'ordre de la C.N.T. au cours de cette journée décisive.

MERCREDI 30 AVRIL

Devant l'impossibilité de briser la grève, les communistes essaient de reprendre en main la direction des opérations. Venus de tous les secteurs de Paris, leurs hommes se répandent dans l'usine et reprennent les calomnies immondes de *l'Humanité* du matin, assimilant les grévistes aux fascistes et aux vichyssois

La réaction des travailleurs est très vive; se sentant débordés, les bonzes syndicalistes contrefont la revendication ouvrière des 10 francs du mieux, pour la transformer en une prime au rendement. Ils demandent aux travailleurs d'accepter tout de suite 3 francs d'acompte sur cette prime et de reprendre le travail, les négociations devant permettre d'obtenir par la suite les 7 francs complémentaires.

Ces propositions sont fraîchement accueillies. Costes, Hénaff et Croizat (*) ne peuvent s'expliquer que protégés par leurs mercenaires. La fameuse démocratie fait ses preuves; le car-radio du comité de grève est attaqué, les vendeurs de la «*Vérité*» (***) et du «*Drapeau rouge*» (****) pris à partie et frappés; rassemblés par bandes, nos communistes attaquent avec leur beau courage habituel tout ce qui leur est inférieur en nombre.

Enfin, la pression ouvrière s'accroissant, l'*Union des syndicats des Métaux* tente à son tour une manœuvre: elle annonce la réunion de tous les secrétaires de Syndicats des Métaux de la région parisienne et décide de demander les 10fr. au rendement, pour tous les métallos de la localité.

Au cours de cette journée, on note la présence de notre ami Rotot (****), du *Syndicat des Métaux* de la C.N.T. et du responsable syndical de la F.A.. dont l'intervention aux «tôles» est particulièrement goûtée.

La direction refuse de recevoir le comité de grève, qui décide la continuation de la lutte jusqu'à la victoire. Au cours d'un meeting tenu dans la soirée. Le représentant de l'*Union des Syndicats* est visiblement pris à parti.

VENDREDI 2 MAI

Le comité de grève fait circuler des listes de pétitions demandant la démissions des délégué syndicaux.

La C.G.T. procède à une consultation sur le thème suivant: «*Reprendre le travail aux conditions Croizat*»:

(*) Respectivement: Alfred COSTES (1888-1959), Secrétaire de la Fédération C.G.T. des Métaux (**); Eugène HÉNAFF (1904-1966), Secrétaire de l'Union C.G.T. de la Région parisienne; CROIZAT Ambroise (1901-1951), ministre communiste du Travail. (Note A.M.).

(**) A propos d'Alfred COSTES, le dictionnaire *MAITRON* cite cet épisode: «*Arrêté le 8 octobre 1939 pour avoir participé à la constitution du "Groupe ouvrier-paysan français" à la Chambre [...] il fut condamné en avril 1940 par le "Tribunal militaire de Paris" à cinq ans de prison et déporté en Algérie. Il ne fut libéré que le 5 février 1943. Pendant son séjour à la prison du Puy, Alfred Costes écrivit, le 8 décembre 1940, au Maréchal Pétain pour lui demander d'être cité à comparaître devant la cour suprême en qualité de témoin à charge, au procès de Léon Blum, Édouard Daladier, Paul Reynaud et autres accusés. Il expliqua: «Les raisons qui font que je sollicite cet honneur sont de deux ordres. Premièrement en qualité de secrétaire général puis président du syndicat des ouvriers métallurgistes et de l'aviation, ensuite comme vice-président et membre de la commission de l'aéronautique de la Chambre des députés, je puis apporter à la justice des éléments d'appréciation que je puis seul apporter».* Collaborateur en puissance, s'il n'avait été libéré après le débarquement américain en Algérie le 8 novembre 1942, COSTES eut certainement fini parmi les «*Volontaires français contre le bolchevisme*». Du rouge au brun, les fascistes de reconnaissent entre eux. (Note A.M.).

(***) Journal du «*Parti communiste internationaliste*», dont sont issues les particules actuelles dérivées des scissions du «*Parti ouvrier indépendant*» et du «*Nouveau parti anticapitaliste*», variantes des-dits «*lambertistes*» par les uns, «*pablistes*» par les autres, du «*trotskisme*».

(****) Journal des «*Jeunesses socialistes (S.F.I.O.)*», produit de l'infiltration dite «*entrisme*» de trotskistes du «*Parti communiste internationaliste / Jeunesse communiste internationaliste*»; seront exclus de la S.F.I.O. en juin 1947. (Note A.M.).

(*****) Jean ROTOT (1901-1983). (Note A.M.).

3fr. de prime à la production? Ou continuer la grève?». Les conditions Croizat sont rejetées à 3.000 voix de majorité, malgré la pression des éléments politiques pour la reprise du travail, et bien que de nombreux travailleurs, ne reconnaissant plus la section syndicale comme qualifiée pour consulter les ouvriers, aient préféré s'abstenir.

La grève continue; les piquets sont renforcés; le contrôle de l'entrée et de la sortie des ateliers devient très strict.

Malgré l'opposition des communistes quelques camarades ont réussi à débrayer l'annexe Renault, à Clichy.

LUNDI 5 MAI

Le Comité de grève continue à faire circuler des listes de pétition visant au remplacement des délégués ouvriers.

Maurice JOYEUX.
